

JF/DP N° 18067

Contacts IFOP : Jérôme Fourquet / Damien Philippot

Tél : 01 45 84 14 44



pour



Les perceptions des Français sur les déficits publics et les prélèvements obligatoires

Résultats détaillés
Le 5 octobre 2009

Sommaire

- 1 -	La méthodologie	1
- 2 -	Les résultats de l'étude	3
	Le jugement à l'égard du déficit et de l'endettement de la France en temps de crise	4
	Le niveau d'inquiétude à l'égard du déficit public et de la dette	6
	Les solutions privilégiées pour faire face à la crise et au déficit public	8
	Le jugement à l'égard de l'augmentation des impôts locaux	10

- 1 -

- La méthodologie -

Méthodologie

Ce document présente les résultats d'une étude réalisée par l'Ifop. Elle respecte fidèlement les principes scientifiques et déontologiques de l'enquête par sondage. Les enseignements qu'elle indique reflètent un état de l'opinion à l'instant de sa réalisation et non pas une prédiction.

Aucune publication totale ou partielle ne peut être faite sans l'accord exprès de l'Ifop.

Etude réalisée par l'Ifop pour :	Le Cri du Contribuable
Echantillon	Echantillon de 1005 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession) après stratification par région et catégorie d'agglomération.
Mode de recueil	Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (CAWI - Computer Assisted Web Interviewing).
Dates de terrain	Du 1 ^{er} au 3 octobre 2009

- 2 -

- Les résultats de l'étude -

Le jugement à l'égard du déficit et de l'endettement de la France en temps de crise

Question : De laquelle des opinions suivantes êtes-vous le plus proche ?

	Rappel février 2009 ¹ (%)	Ensemble (%)	Evolution (%)
• Malgré la crise, la France doit coûte que coûte éviter d'accroître son endettement et son déficit	60	72	+12
• Face à l'ampleur de la crise, la réduction du déficit et de l'endettement de la France n'est pas une priorité	40	28	-12
TOTAL.....	100	100	-

¹ Enquête réalisée par l'Ifop pour le Cri du Contribuable du 24 au 26 février 2009 auprès d'un échantillon national représentatif de 1010 personnes

Le jugement à l'égard du déficit et de l'endettement de la France en temps de crise

	Malgré la crise, la France doit coûte que coûte éviter d'accroître son endettement et son déficit (%)	Face à l'ampleur de la crise, la réduction du déficit et de l'endettement de la France n'est pas une priorité (%)
ENSEMBLE	72	28
SEXE DE L'INTERVIEWE(E)		
Homme	70	30
Femme	73	27
AGE DE L'INTERVIEWE(E)		
Moins de 35 ans	71	29
18 à 24 ans	70	30
25 à 34 ans	71	29
35 ans et plus	72	28
35 à 49 ans	76	24
50 à 64 ans	70	30
65 ans et plus	69	31
PROFESSION DE L'INTERVIEWE		
Artisan ou commerçant (*)	86	14
Profession libérale, cadre supérieur	64	36
Profession intermédiaire	72	28
Employé	75	25
Ouvrier	72	28
Retraité	71	29
Autre inactif	69	31
STATUT DE L'INTERVIEWE		
Salarié du secteur privé	71	29
Salarié du secteur public	72	28
Indépendant sans salarié, employeur	79	21
REGION		
Région parisienne	70	30
Nord est	77	23
Nord ouest	72	28
Sud ouest	68	32
Sud est	68	32
CATEGORIE D'AGGLOMERATION		
Communes rurales	72	28
Communes urbaines de province	72	28
Agglomération parisienne	69	31
PROXIMITE POLITIQUE		
Gauche	73	27
LO / NPA	75	25
Parti Communiste (*)	29	71
Parti Socialiste	72	28
Les Verts	74	26
Mouvement Démocrate - Modem	80	20
Droite	67	33
UMP / Nouveau Centre	64	36
Front National (*)	93	7
Sans sympathie partisane	75	25
NIVEAU D'INQUIETUDE A L'EGARD DU DEFICIT PUBLIC ET DE LA DETTE		
Inquiet	78	22
Très inquiet	86	14
Plutôt inquiet	74	26
Pas inquiet	41	59

(*) Effectifs inférieurs à 40 individus : ces résultats sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs

Le niveau d'inquiétude à l'égard du déficit public et de la dette

Question : Vous personnellement, en pensant au déficit public et à la dette de l'Etat, diriez-vous que vous êtes... ?

	Rappel février 2009 ² (%)	Ensemble (%)	Evolution (%)
TOTAL Inquiet	79	83	+4
• Très inquiet	23	<u>28</u>	<u>+5</u>
• Plutôt inquiet	56	55	-1
TOTAL Pas inquiet	21	17	-4
• Plutôt pas inquiet	17	15	-2
• Pas du tout inquiet	4	2	-2
TOTAL	100	100	-

² Enquête réalisée par l'Ifop pour le Cri du Contribuable du 24 au 26 février 2009 auprès d'un échantillon national représentatif de 1010 personnes

Le niveau d'inquiétude à l'égard du déficit public et de la dette

	TOTAL Inquiet	Très inquiet	Plutôt inquiet	TOTAL Pas inquiet	Plutôt pas inquiet	Pas du tout inquiet
	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)
ENSEMBLE	83	28	55	17	15	2
SEXE DE L'INTERVIEWE(E)						
Homme	82	34	48	18	15	3
Femme	83	22	61	17	15	2
AGE DE L'INTERVIEWE(E)						
Moins de 35 ans	76	23	53	24	21	3
18 à 24 ans	77	18	59	23	20	3
25 à 34 ans	75	27	48	25	21	4
35 ans et plus	85	29	56	15	13	2
35 à 49 ans	85	30	55	15	12	3
50 à 64 ans	82	27	55	18	15	3
65 ans et plus	88	30	58	12	12	-
PROFESSION DE L'INTERVIEWE						
Artisan ou commerçant (*)	93	54	39	7	7	-
Profession libérale, cadre supérieur	85	27	58	15	11	4
Profession intermédiaire	83	29	54	17	15	2
Employé	82	29	53	18	16	2
Ouvrier	82	26	56	18	12	6
Retraité	85	28	57	15	14	1
Autre inactif	76	20	56	24	22	2
STATUT DE L'INTERVIEWE						
Salarié du secteur privé	82	27	55	18	14	4
Salarié du secteur public	80	25	55	20	17	3
Indépendant sans salarié, employeur	86	48	38	14	10	4
REGION						
Région parisienne	85	27	58	15	14	1
Nord est	83	29	54	17	14	3
Nord ouest	84	26	58	16	13	3
Sud ouest	78	25	53	22	19	3
Sud est	81	29	52	19	16	3
CATEGORIE D'AGGLOMERATION						
Communes rurales	80	29	51	20	16	4
Communes urbaines de province	83	27	56	17	15	2
Agglomération parisienne	87	28	59	13	12	1
PROXIMITE POLITIQUE						
Gauche	83	31	52	17	14	3
LO / NPA	86	36	50	14	12	2
Parti Communiste (*)	71	24	47	29	29	-
Parti Socialiste	84	31	53	16	14	2
Les Verts	83	27	56	17	13	4
Mouvement Démocrate - Modem	83	35	48	17	13	4
Droite	80	23	57	20	17	3
UMP / Nouveau Centre	79	20	59	21	19	2
Front National (*)	94	58	36	6	-	6
Sans sympathie partisane	84	26	58	16	14	2

(*) Effectifs inférieurs à 40 individus : ces résultats sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs

Les solutions privilégiées pour faire face à la crise et au déficit public

Question : Pour faire face à la situation actuelle (crise économique, déficits publics élevés), quelle solution faut-il selon vous privilégier ?

	Ensemble (%)	Sympathisants de gauche	Sympathisants de droite
• Baisser les dépenses de l'Etat et celles des collectivités locales (villes, départements, région)	90	83	96
• Augmenter les prélèvements obligatoires (impôts locaux, impôt sur le revenu)	10	17	4
TOTAL.....	100	100	100

Les solutions privilégiées pour faire face à la crise et au déficit public

	Baisser les dépenses de l'Etat et celles des collectivités locales (villes, départements, région) (%)	Augmenter les prélèvements obligatoires (impôts locaux, impôt sur le revenu) (%)
ENSEMBLE	90	10
SEXE DE L'INTERVIEWE(E)		
Homme	86	14
Femme	93	7
AGE DE L'INTERVIEWE(E)		
Moins de 35 ans	92	8
18 à 24 ans	89	11
25 à 34 ans	94	6
35 ans et plus	89	11
35 à 49 ans	91	9
50 à 64 ans	88	12
65 ans et plus	89	11
PROFESSION DE L'INTERVIEWE		
Artisan ou commerçant (*)	96	4
Profession libérale, cadre supérieur	79	21
Profession intermédiaire	86	14
Employé	96	4
Ouvrier	95	5
Retraité	89	11
Autre inactif	91	9
STATUT DE L'INTERVIEWE		
Salarié du secteur privé	92	8
Salarié du secteur public	88	12
Indépendant sans salarié, employeur	88	12
REGION		
Région parisienne	84	16
Nord est	95	5
Nord ouest	89	11
Sud ouest	93	7
Sud est	89	11
CATEGORIE D'AGGLOMERATION		
Communes rurales	87	13
Communes urbaines de province	93	7
Agglomération parisienne	82	18
PROXIMITE POLITIQUE		
Gauche	83	17
LO / NPA	88	12
Parti Communiste (*)	49	51
Parti Socialiste	82	18
Les Verts	83	17
Mouvement Démocrate - Modem	87	13
Droite	96	4
UMP / Nouveau Centre	97	3
Front National (*)	100	-
Sans sympathie partisane	96	4
NIVEAU D'INQUIETUDE A L'EGARD DU DEFICIT PUBLIC ET DE LA DETTE		
Inquiet	91	9
Très inquiet	90	10
Plutôt inquiet	91	9
Pas inquiet	86	14

(*) Effectifs inférieurs à 40 individus : ces résultats sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs

Le jugement à l'égard de l'augmentation des impôts locaux

Question : Diriez-vous de l'augmentation des impôts locaux (taxe foncière et taxe d'habitation) qu'elle est justifiée ou pas justifiée ?

	Ensemble (%)	Sympathisants de gauche	Sympathisants de droite
• Elle est injustifiée parce que les collectivités locales ne font pas assez d'efforts pour réduire leurs dépenses de fonctionnement	72	59	88
• Elle est justifiée parce que les collectivités locales ont en charge de plus en plus de domaines d'intervention	28	41	12
TOTAL.....	100	100	100

Le jugement à l'égard de l'augmentation des impôts locaux

	Elle est injustifiée parce que les collectivités locales ne font pas assez d'efforts pour réduire leurs dépenses de fonctionnement (%)	Elle est justifiée parce que les collectivités locales ont en charge de plus en plus de domaines d'intervention (%)
ENSEMBLE	72	28
SEXE DE L'INTERVIEWE(E)		
Homme	69	31
Femme	75	25
AGE DE L'INTERVIEWE(E)		
Moins de 35 ans	76	24
18 à 24 ans	76	24
25 à 34 ans	76	24
35 ans et plus	70	30
35 à 49 ans	76	24
50 à 64 ans	65	35
65 ans et plus	69	31
PROFESSION DE L'INTERVIEWE		
Artisan ou commerçant (*)	89	11
Profession libérale, cadre supérieur	61	39
Profession intermédiaire	66	34
Employé	83	17
Ouvrier	81	19
Retraité	66	34
Autre inactif	72	28
STATUT DE L'INTERVIEWE		
Salarié du secteur privé	75	25
Salarié du secteur public	71	29
Indépendant sans salarié, employeur	78	22
REGION		
Région parisienne	66	34
Nord est	77	23
Nord ouest	69	31
Sud ouest	75	25
Sud est	73	27
CATEGORIE D'AGGLOMERATION		
Communes rurales	66	34
Communes urbaines de province	77	23
Agglomération parisienne	64	36
PROXIMITE POLITIQUE		
Gauche	59	41
LO / NPA	68	32
Parti Communiste (*)	31	69
Parti Socialiste	52	48
Les Verts	65	35
Mouvement Démocrate - Modem	64	36
Droite	88	12
UMP / Nouveau Centre	88	12
Front National (*)	89	11
Sans sympathie partisane	79	21
NIVEAU D'INQUIETUDE A L'EGARD DU DEFICIT PUBLIC ET DE LA DETTE		
Inquiet	72	28
Très inquiet	70	30
Plutôt inquiet	72	28
Pas inquiet	74	26

(*) Effectifs inférieurs à 40 individus : ces résultats sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs